

LE DOSSIER DU JOUR | EN SAVOIE

entale pour la défense du service public a été un vrai succès selon les organisateurs

descendus dans la rue

Le 22 mars 1968, un mouvement spontané d'étudiants gagnait l'université de Nanterre avant de se déplacer à Paris, en mai 1968, et de s'étendre au monde ouvrier.

Hasard du calendrier ? 50 ans plus tard, c'est le 22 mars 2018 qui a été choisi par les organisations syndicales pour appeler les fonctionnaires et les cheminots à descendre dans la rue.

La manifestation départementale à Chambéry, hier, a rassemblé 2 700 personnes selon la police, entre 4 000 et 5 000 selon les organisateurs. Elle a, en tout cas, illustré la colère du monde du travail.

Des salariés du privé dans le cortège

Le mot d'ordre de cette journée de mobilisation était la défense du service public, mais plusieurs entreprises du privé ont aussi défilé. Comme les salariés de Schneider Electric : « Il y a de moins en moins de personnel et de plus en plus de charge de travail », relève un ouvrier de cette entreprise de 420 salariés. « Résultat, il y a de plus en plus de TMS [troubles musculo-squelettiques, Ndlr]. »

Dans le cortège, on comptait aussi un certain nombre d'agents territoriaux : les Atsem (agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles) de Chambéry, en grève depuis le 26 février, protestant contre la suppression de postes à la rentrée prochaine, étaient les stars du défilé. Leurs chansons contre le



Plusieurs milliers de manifestants ont défilé dans la cité ducal, hier après-midi. Photo Le D.S.M.

maire LR de Chambéry, Michel Darin, ont fait un carton : « Il était un petit navire à la mairie de Chambéry qui nous menait tous en bateau... », ou encore « Dantin, c'est pas bien, les enfants vont tous être orphelins ».

La manifestation s'est d'ailleurs arrêtée symboliquement sous les fenêtres de l'hôtel de ville, pour marquer sa solidarité avec les Atsem. Le cortège a également fait

une halte devant les grilles de la préfecture, et tout près du local du Bastion social. L'occasion, pour les manifestants, de mettre en garde contre les groupuscules d'extrême droite.

Les agents du conseil départemental étaient aussi de la partie. Notamment ceux du service des routes et du social. Eux aussi protestent contre la suppression de postes et la surcharge de travail :

« Si les routes ne sont pas toujours déneigées l'hiver, c'est parce qu'il n'y a plus qu'un seul conducteur dans le camion. »

« Plus de missions mais pas plus de pognon », pouvait-on lire sur des pancartes. C'était un peu l'esprit de la manifestation, sur fond de « Macron, casse-toi pauvre con ». Les cheminots, dont bon nombre n'avaient pas pu se rendre à Paris, ont aussi fait entendre

leurs voix : une cinquantaine de Maunemais avaient fait le déplacement. Des agents hospitaliers, d'EDF, des douanes, de l'ONF, de l'Éducation nationale (primaire, secondaire et universitaire), des retraités, des personnels des Ehpad et même des chômeurs composaient ce cortège multigénérationnel. La manifestation s'est dispersée peu après 16 heures.

Sylvain GARCIN

Dans le cortège



Les agents hospitaliers, présents dans le cortège, sont venus pour la plupart sur leurs jours de repos, demandant plus de moyens pour les personnes âgées. Photo Le D.S.M.



Le rassemblement a aussi permis d'exprimer d'autres revendications, comme celles des écologistes. Plusieurs partis de gauche s'étaient également joints au cortège. Photo Le D.S.M.



Les manifestants ont demandé plus de solidarité dans notre société. Photo Le D.S.M.

Les agents des finances publiques mobilisés dès hier matin



Les personnels de la DIFP s'inquiètent des mesures qui vont être annoncées dans le cadre du programme "Action publique 2022" ("CAP 2022"). Photo Le D.S.M.

À l'appel d'une intersyndicale composée de la CGT, FO, CFTC et Solidaires, les personnels travaillant à la Direction départementale des finances publiques (DDFP), à Chambéry, se sont mobilisés dès hier matin devant le siège de l'organisme d'État en charge de l'ensemble des missions fiscales et financières en Savoie.

Au cœur de leurs revendications, le maintien du pouvoir d'achat, l'arrêt des suppressions d'emploi (1 600 depuis début janvier, au niveau national), le retour du jour de campagne, la conservation du statut de fonctionnaires... Enfin, ils s'inquiètent des mesures qui vont être annoncées dans le cadre du programme "Action publique 2022" ("CAP 2022").

Jay JACQUEMARD